

CRISE FINANCIERE, AFRIQUE, MONDE

11-12 mai 2010

Compte-rendu par Gérard Fuchs

Du 10 au 13 mai 2010, la Fondation Jean Jaurès, en liaison avec la fondation du PSE, la FEPS (Foundation for European Progressive Studies), ainsi que d'autres partenaires africains et européens*, a organisé en Afrique du Sud, au Cap, un séminaire sur : "Après la crise financière, quel projet progressiste pour l'Afrique ?".

Le choix de l'Afrique du Sud pour aborder un tel sujet répondait à trois préoccupations :

- faire le point avec nos amis sud-africains sur leur situation, quinze ans après la fin de l'apartheid et à la veille d'une Coupe du monde de football faisant plonger dans un monde certes merveilleux mais aussi largement artificiel par rapport aux réalités du pays ;

- parler de l'Afrique, que l'intensité de la crise financière traversée par les pays riches et émergents a par trop fait disparaître de leur champ d'intérêt ;

- relancer une sorte de mini dialogue Nord-Sud, afin de voir si des leçons communes pouvaient être tirées de l'expérience de la crise et de définir ensemble une autre organisation du monde de demain.

Les objectifs ambitieux ainsi fixés ne pouvaient conduire qu'à des débats passionnants ; ils le furent !

Concernant la situation en Afrique du Sud tout d'abord, les interrogations étaient nombreuses. Au plan politique, les conditions de la succession de Thabo Mbeki par Jacob Zuma avaient fait naître bien des inquiétudes, encore accrues par la personnalité controversée de ce dernier. Un an après des élections marquées par un fort taux de participation (77,3%) et un bon résultat de l'ANC (65,9% des voix), il apparaît une sorte d'équilibre entre un nécessaire réalisme de gouvernement et le souci de renouer des liens qui risquaient de se distendre avec une base politique légitimement préoccupée, avant tout, par l'amélioration de sa situation sociale.

Les débats qui peuvent exister à cet égard autour de la coupe du monde sont instructifs : d'un côté, la fierté de l'accueillir malgré son coût, d'un autre côté, des interrogations compréhensibles sur les autres usages possibles de l'argent dépensé (avec le milliard d'euros exigé par la FIFA pour la construction de "super stades", on aurait pu construire plus de dix mille stades de proximité disent certains). Mais le débat semble traverser chacune et chacun et ce n'est sans doute qu'à l'automne que réapparaîtront les tensions sociales : celles que ne peuvent qu'engendrer les différences de revenu et de mode de vie entre une couche privilégiée (maintenant de toute couleur !) et le tiers des habitants pour qui le problème est de survivre avec moins de deux dollars par jour ! Les réponses dépendront de façon décisive alors bien sûr des choix du nouveau président ; mais aussi, inévitablement, de ce que seront la situation globale de l'Afrique et du monde.

La situation de l'Afrique : intervenants prestigieux ou simples participants, tous les ressortissants du continent attendaient de pouvoir exprimer leurs vues sur le sujet, tous ayant l'impression comme jamais d'être les grands oubliés de la période. Certes, la

propagation à l'Afrique de l'onde de choc créée par la faillite de Lehman Brothers ne s'est pas manifestée en quelques heures ni même en quelques jours. Mais, pour avoir été décalés, les effets n'en apparaissent pas moins dévastateurs : après des années de croissance du PIB avoisinant les 6%, très supérieurs donc enfin à la croissance démographique, c'est une récession de près de 3%, la première depuis 2002, qui sera le solde de 2009 ! Après des années d'excédents, le commerce extérieur africain sera en déficit, au moins en 2009 et 2010, avec des pertes de revenus d'exportation de près de trois cents milliards de dollars pour ces deux années ! Le recul des recettes touristiques et des envois de fonds des émigrés s'ajoute au désastre commercial ! Pour certains pays, ce sont des investissements d'infrastructures ou d'équipement qui se trouvent remis sine die ; pour tous, ce sont les catégories déjà les plus démunies qui sont frappées par le ralentissement conséquent des importations d'intrants agricoles ou de médicaments ! Les calculs des instances bancaires ou politiques d'Afrique sont clairs : pour retrouver le niveau de croissance d'avant la crise, des transferts additionnels de ressources de cinquante milliards de dollars par an seraient nécessaires ; et, pour ceux qui veulent encore croire à la nécessité d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, c'est au moins cent milliards de plus par an qui devraient être trouvés. Les sommes évoquées sont énormes. Pour les participants au colloque, qui connaissent les retombées possibles de ces sommes en termes d'alimentation, de santé, d'éducation, pour ceux-là qui savent aussi combien de milliers de milliards de dollars ont été mobilisés pour le seul sauvetage des banques du Nord, avec des contreparties inexistantes ou dérisoires, un monde qui se montre incapable de cet effort doit être changé dans ses ressorts les plus profonds !

Concernant enfin l'occasion offerte par le colloque pour tenter de définir des positions communes sur les caractéristiques de la gouvernance mondiale à mettre en place, c'est table ronde par table ronde que se sont élaborées ces positions.

La première table ronde était consacrée aux positions africaines et a dégagé deux priorités. La première, liée à la crise, est que soient attribués aux pays africains - et, plus généralement, aux pays du Sud - des droits de vote dans les institutions financières internationales qui rendent leur représentation plus conforme à leur poids économique et démographique : en clair, que les pays développés perdent leur majorité automatique, et les Etats-Unis leur droit de veto de fait ! A cet égard, la création du G20 succédant au G8 a été saluée comme un progrès vers une représentation plus réaliste du monde, bien que l'absence de tout représentant des pays les plus pauvres ait été abondamment soulignée. Ce "coup de chapeau" ne signifie en aucun cas que la nécessaire réforme de l'ONU, et en particulier la création d'un Conseil de sécurité plus représentatif, ne reste pas également indispensable. La deuxième priorité, bien intéressante à entendre pour les sociaux-démocrates européens, fut la nécessité de rendre plus transparent le système financier mondial, afin de mettre fin aux transferts de fonds clandestins et illégaux qui contribuent tant à l'appauvrissement de nombre de pays africains.

La deuxième table ronde portait sur le "Post Copenhague" (les prochaines "Conférences des parties" auront lieu cette année au Mexique, l'an prochain en Afrique du Sud). Une demande vigoureuse des africains : que les pays industrialisés reconnaissent leur responsabilité dans le niveau actuel des gaz à effet de serre et que les objectifs envisagés pour chaque pays n'aient pas pour effet de freiner le développement des plus pauvres. Une constatation unanime: les principales victimes du réchauffement climatique seront demain les moins favorisés de la planète où qu'ils soient ; le combat écologique ne doit

en aucun cas être disjoint du combat pour la justice sociale au sein des pays et entre pays ; là encore le rôle des pays riches sera essentiel.

Troisième table ronde : l'émigration. C'est une véritable vision du monde qui s'est dégagée des débats : bien sûr, l'émigration a d'abord des causes économiques ; bien sûr, le respect de la dignité des migrants par les pays d'accueil doit être assuré. Mais, plus largement, c'est la dimension historique et culturelle de l'immigration qui a été soulignée comme facteur d'enrichissement pour tous : rappel que, selon toute probabilité, les premiers hommes sont venus d'Afrique ; rappel que les migrations ont existé tout au long de l'Histoire; rappel que certains pays, l'île Maurice par exemple, sont entièrement peuplés d'immigrés. Et là a été prononcée, par un ancien Président de l'île Maurice justement, Karl August Offmann, une phrase à mes yeux absolument essentielle : « L'immigration doit conduire à un enrichissement et non à une uniformisation culturelle. A l'île Maurice notre objectif n'est pas de créer avec nos populations diverses une confiture mais une salade de fruits, qui conserve toutes les saveurs ! ». Réactions convergentes dans la salle : la mondialisation de demain doit se fixer le même objectif !

Dernière table ronde enfin, sur « Finance, commerce et économie réelle ». Refaire du système financier un instrument au service de l'économie réelle apparaît comme la toute première priorité ; et il doit en être de même du commerce international, qui ne peut continuer d'ignorer les impératifs du développement. Un poulet congelé importé en Afrique y est sans doute moins cher à l'achat qu'un poulet local... mais cela n'est un argument que si l'on s'obstine à ignorer le coût des emplois ruraux qui disparaissent de ce fait et celui des aides à apporter aux bidonvilles supplémentaires créés par l'exode rural qui en résulte ! C'est aux pays en développement de fixer leurs priorités, en redonnant en particulier à l'agriculture l'importance qu'elle n'aurait jamais dû perdre . C'est eux qui doivent choisir les filières de transformation de produits de base sur lesquelles ils se concentreront. Je me croyais parfois revenu dans un colloque des années 80 sur « le développement autocentré », avant que le concept soit balayé dans les années 90 par la grande tempête du libéralisme tous azimuts, avec ses conséquences peu à peu évidentes en terme d'accroissement des inégalités ! Parmi les autres thèmes abordés, la façon de mieux mobiliser l'épargne rurale existante, à travers des réseaux de microcrédit extérieurs aux circuits bancaires traditionnels et l'instauration déjà évoquée d'une transparence financière, impliquant entre autre la disparition des paradis fiscaux, ne pourraient qu'apporter davantage d'argent aux acteurs privés et publics de l'économie réelle, au Nord comme au Sud.

Une Déclaration de vingt points** adoptée à l'unanimité, un peu patchwork car rédigée à la hâte mais ayant l'immense mérite d'exister, ce qui n'est pas le cas dans les colloques habituels, est venue donner un caractère peut-être fondateur à la rencontre. Elle souligne la conviction commune des participants qu'une autre mondialisation est possible et que son émergence ne résultera que de l'engagement coordonné des forces progressistes, associatives, syndicales et politiques, dont le réseau commence de se constituer à travers le monde.

Gérard Fuchs
Directeur de la Coopération internationale

* Aux côtés de la FEPS et de la Fondation Jean-Jaurès, ont participé à l'organisation du

colloque : l'Africa Forum, la fondation IDEAS (Espagne), la fondation Olof Palme (Suède), le Renner-Institut (Autriche), la fondation Solidar (Union européenne).
** cf la Déclaration « Le nouveau Contrat social » ci-jointe.